**La liberté est le plus difficile des devoirs**

Le Monde.fr | 21.12.2015 à 13h00 • Mis à jour le 21.12.2015 à 14h15

**Par Amandine**

Le 13 novembre, j’étais à un concert avec une amie quand des hommes armés sont entrés dans la salle et ont tiré dans le public. Nous sommes toutes les deux sorties vivantes. Elle a pu s’échapper au bout de vingt minutes, à la faveur d’un chargeur vide. Moi, au bout d’une heure trente durant laquelle je me suis cachée. Je suis allée à un concert et j’en suis sortie en ayant vécu une scène de guerre.

Depuis, j’écris beaucoup. J’ai écrit pour mes proches, pour leur dire ce que j’avais vécu. J’écris pour moi, pour tenter de m’apaiser en mettant des mots sur cette parenthèse barbare qui balafre désormais ma vie. Pour ne jamais oublier toutes les émotions par lesquelles je passe : choc et sensation d’irréalité face à cette violence inouïe et soudaine, joie d’être en vie, tristesse immense en pensant aux personnes blessées et tuées. Mais aussi colère et solitude. Colère contre la classe politique, solitude vis à vis de mes concitoyens qui plébiscitent dans leur grande majorité l’état d’urgence prolongé.

Aujourd’hui, j’écris pour dire pourquoi je ne me sens pas représentée en tant que victime, mais aussi en tant que citoyenne. Car je me sens insultée par les décisions sécuritaires et liberticides qui sont prises, en mon nom, depuis le 13 novembre, sous le coup de l’émotion. Le temps politique n’est pas le même que le temps émotionnel ou que le temps médiatique. Je ne jette pas la pierre à ces millions de Français sidérés, comme moi, par cette violence. Par contre, j’accuse nos responsables politiques d’avoir abusé de l’état de choc de la population pour faire voter précipitamment un ensemble de mesures inadaptées et dangereuses pour notre démocratie.

Tout d’abord, les frappes en Syrie. En quoi une réponse guerrière, des poses viriles, pourraient nous protéger ? Posture infantile et dangereuse, qui ne fait qu’ajouter de la confusion et du danger au lourd bilan des morts. Comment pourrais-je me sentir en sécurité tant que nous serons « en guerre » ? Frappes en Syrie et fermetures des frontières européennes aux réfugiés : un bel exemple de décisions dictées par l’émotion… Comme celles prises en septembre dernier, quand la photo d’un enfant mort sur une plage avait suscité une vague d’émotion en Europe. Hollande et Merkel avaient alors appelé à « *la responsabilité de chaque État membre et à la solidarité de tous*»., Trois mois après, il y a toujours autant de bambins qui meurent noyés en Méditerranée, toujours autant de Syriens qui fuient la guerre. Mais depuis le 13 novembre, ces réfugiés sont passés du statut de victimes à accueillir à celui de terroristes potentiels. Exit les engagements de septembre, on cadenasse l’Europe et on bombarde la Syrie.

Ensuite, l’état d’urgence prolongé : Une réponse totalitaire et liberticide à l’attaque d’un groupe terroriste, totalitaire et liberticide. En quoi l’interdiction de manifester et la restriction des libertés individuelles et collectives m’apporteraient t plus de sécurité ? En quoi l’autorisation de porter une arme hors service à des policiers exténués depuis janvier pourrait me rassurer ? Comment la déchéance de nationalité permettrait de dissuader des individus qui n’ont pas peur de perdre leur vie ? Nous pouvons déjà tirer un bilan de l’inclusion du « *comportement*», et non plus seulement des « *activités*», qui autorise des mesures privatives de liberté sur simple suspicion : intrusions violentes, hors de tout contrôle judiciaire, chez des particuliers aux activités politiques ou religieuses (quand la police ne se trompe pas tout simplement de porte) ; surveillances et assignations à résidence de militants écologistes sans rapport avec le djihad et les armes à feu ; bavures policières… Nous avons désormais le droit de nous rassembler dans un centre commercial, dans un stade, dans un marathon, mais pas de manifester.

Les attentats du 13 novembre se sont déroulés dans un contexte déjà hautement sécuritaire suite aux attentats du 7 janvier. La loi sur le renseignement, votée en mars dernier, copie du Patriot Act, semblait déjà aller beaucoup trop loin. Cet événement dont j’ai été victime pose pourtant la question de l’efficacité des renseignements généraux (RG), de leur incapacité à changer de paradigme depuis les années 1980 (extrême gauche = terroriste). Doit-on rire jaune du pathétique de perquisitionner chez des maraîchers bios, ou au contraire se demander si ce type d’action ne se fait pas au détriment de la lutte contre le djihadisme ? Que dire aux victimes du Bataclan et à leurs proches en apprenant qu’un des tireurs, Ismaël Mostefaï, dans les radars des RG depuis 2009, disparu en 2012, avait été signalé en 2014 par les autorités turques comme djihadiste potentiel ? De retour en France, il ne fera l’objet d’aucune surveillance jusqu’au 13 novembre.

La question de la sortie de l’état d’urgence doit également se poser. Évidemment, la *« guerre »* conte l’organisation Etat islamique ne sera pas gagnée en trois mois. Alors sur quel motif, François Hollande compte-t-il mettre fin à l’état d’urgence le 26 février prochain ? A moins qu’il ne décide de maintenir une situation d’exception jusqu’à la fin de son mandat, au mépris de nos libertés ? C’est le sens de l’avant-projet de loi constitutionnelle « *de la protection de la nation* », qui sera examiné en conseil des ministres le 23 décembre.

Je vois dans les choix de ces dernières semaines un président acculé, qui préfère s’octroyer les pleins pouvoirs et faire entrer l’état d’urgence dans la Constitution, plutôt que de faire son examen critique. J’y vois une gauche affaiblie, qui utilise les événements pour braconner sur les terres de la droite et de l’extrême droite. Stratégie électoraliste, indigne des victimes, qui s’est révélée pour le moins peu payante. J’y vois la mise en péril des valeurs fondatrices de notre république (liberté, égalité, fraternité), la fragilisation des solidarités et du collectif, l’appel à l’individualisme, voire à la délation. J’y vois la copie des erreurs américaines du début de ce siècle - fichage global de la population, baisse des libertés et envoi de forces armées à l’étranger - qui ont pourtant participé à la déstabilisation du monde. Cette réponse court-termiste ne prend pas la mesure des causes et des enjeux.

« *A terme, le véritable enjeu est la mise en place d’un modèle de développement social et équitable, là-bas et ici* », dit Thomas Piketty. On en est loin. En ayant validé, à six élus près, ces choix guerriers, liberticides et simplistes, la classe politique, dans son ensemble, n’est pas à la hauteur et n’assume pas ses responsabilités. Car il me semble que ce 13 novembre pose un certain nombre de questions : quid du financement du terrorisme, des paradis fiscaux ? Quid des relations économiques avec des régimes dictatoriaux ? Quid d’un modèle économique ultralibéral qui laisse trop de monde sur le bord du chemin ? Quid des équilibres mondiaux dictés par les énergies fossiles ? A un problème multifactoriel et complexe, la classe politique propose une réponse simpliste. Au Bataclan, ce sont de jeunes Français qui sont venus tirer sur d’autres jeunes Français. Nos représentants politiques ne devraient-ils pas considérer ceci comme un constat d’échec ? J’attends d’eux d’avantage de réserve et d’analyse.

Le 13 novembre, des hommes armés nous ont tirés dessus. Aujourd’hui mes convictions sont inchangées, voire renforcées. Je suis convaincue qu’affaiblir la démocratie et les libertés fondamentales est une dangereuse erreur. Il s’agit de l’attentat le plus meurtrier depuis la seconde guerre mondiale. Forcément, je pense à la majorité silencieuse de cette sombre période. Aujourd’hui, dans l’état d’urgence, le simple fait de descendre dans la rue pour exprimer son mécontentement est répréhensible pénalement. Donc devenu un acte de résistance.

**Amandine, 34 ans, rescapée du Bataclan**